

Le 2 avril et après, refusons le choc des savoirs !

La FSU-SNUipp n'a cessé de dénoncer les mesures du « choc des savoirs » qui impacteront bel et bien le 1^{er} degré.

Nouvelle modification des programmes, de la maternelle au CE2 dès la prochaine rentrée, révision du socle commun, labellisation des manuels en maths et français en CP et CE1, développement des stages de remise à niveau conditionnant le passage en classe supérieure, comparaisons par les tests standardisés généralisés... autant de mesures qui réduisent l'ambition scolaire et mettent à mal la professionnalité enseignante.

Non, les dernières politiques éducatives n'ont pas amélioré les résultats de l'école primaire : PIRLS comme PISA montrent au contraire un creusement des inégalités entre hors-REP et REP.

Non le redoublement ne permet globalement pas sur le long terme de lutter contre les difficultés d'apprentissage : il s'avère en général nocif pour la réussite scolaire des élèves et pour le développement de leur estime de soi.

Non les groupes de niveau ne permettent pas de réduire les inégalités scolaires. S'ils structurent l'organisation scolaire, ils les amplifient et s'ils sont utilisés de façon ponctuelle ils ont un effet plus faible que le travail en groupe hétérogène.

Non les manuels actuellement promus par le ministère, et qui seront imposés en lecture au CP et CE1, n'ont pas fait la preuve de leur efficacité : c'est le renforcement de l'expertise enseignante qui est le levier principal de réussite des élèves et ce quel que soit le manuel qu'elle ou il choisit.

Maniant le double discours, G. Attal écrit aux enseignant.es que *"de réforme en réforme, l'autorité de [leur] expertise pédagogique a pu être progressivement affaiblie"* tout en continuant dans la politique de mise au pas de leurs métiers. La labellisation des manuels et leur imposition en CP et CE1 sont un fait jamais vu dans l'histoire hormis sous le ministère Guizot au 19^e et sous gouvernement de Vichy qui avait établi une liste de livres "exclusivement autorisés". Le poids renforcé donné aux évaluations nationales dessaisit les enseignant.es de leur expertise et vise à la mise en place de groupe de niveau sans le dire explicitement.

Des choix politiques contre les personnels et les classes populaires

Les élèves issus des classes populaires vont être de nouveau les victimes de ce train de réformes mettant en place une **école du tri social**. Les injonctions, toujours plus fortes, vont accroître la perte de sens du métier enseignant.

Attal l'assume, s'adressant d'abord aux « *Français des classes moyennes [qui] financent par leur travail le fonctionnement de nos services publics* » dont les enfants seraient « *empêchés de s'envoler* ». Il renonce explicitement à l'élévation générale du niveau et la démocratisation des savoirs comme de la réussite scolaire pour toutes et tous : « *Le taux de réussite au brevet et sans doute au bac diminuera dans les années à venir. J'en ai conscience et je l'assume.* », dit-il.

Ces choix sont à l'opposé du projet que porte la FSU-SNUipp, un projet émancipateur et démocratisant pour l'école. Un projet ambitieux qui nécessite des moyens et la volonté d'une école de la réussite pour toutes et tous, quelle que soit l'origine sociale.

C'est la raison pour laquelle la FSU-SNUipp appelle à soutenir la mobilisation de l'intersyndicale SNES-FSU, SNEP-FSU, Sud Education, FNEC-FP-FO et CGT Education prévue le mardi 2 avril prochain, en rejoignant notamment les rassemblements prévus à 10H30 devant la DSDEN à Pau et la Mairie de Bayonne.

Elle appelle également les équipes pédagogiques du 1^{er} degré à se réunir afin d'envisager les suites nécessaires à donner au mouvement de contestation des mesures du « choc des savoirs », notamment l'éventualité d'une grève de rentrée, à l'image du mouvement d'ampleur de l'intersyndicale de l'éducation de Seine-Saint-Denis qui en est à presque 6 semaines de mobilisation.